



Programme transnational de démobilisation et réintégration

# Réintégration socio-économique des ex-combattants

Région du Pool, République du Congo

## Analyse Quantitative



*Magali Chelpi-den Hamer*



2012 Banque internationale pour la reconstruction et le Développement / Banque mondiale  
1818 H Street NW  
Washington DC 20433  
Téléphone : 202-473-1000  
Web : [www.worldbank.org](http://www.worldbank.org), [www.tdrp.net](http://www.tdrp.net)  
Tous droits réservés

Cette étude a été produite dans le cadre du Programme transitionnel de démobilisation et réintégration (TDRP). Les observations, interprétations et conclusions qui y sont exprimées présentées ici sont uniquement celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement les vues du Conseil des administrateurs de la Banque mondiale ni des pays que ceux-ci représentent, ou bien les vues des bailleurs du TDRP.

La Banque mondiale ne garantit pas l'exactitude des données citées dans cet ouvrage. Les frontières, les couleurs, les dénominations et toute autre information figurant sur les cartes du présent rapport n'impliquent de la part de la Banque mondiale aucun jugement quant au statut juridique d'un territoire quelconque et ne signifient nullement que l'institution reconnaît ou accepte ces frontières.

Couverture : Duina Reyes



Programme transitionnel de démobilisation et réintégration

# Réintégration socio-économique des ex-combattants

Région du Pool, République du Congo

## Analyse Quantitative

Mai 2012

*Magali Chelpi-den Hamer*



# Table des matières

Liste des acronymes .....	1
<b>Introduction .....</b>	<b>2</b>
1. Objectif de l'étude .....	2
2. Méthodologie et instruments de recherche .....	3
a. Le questionnaire .....	3
b. Limitations de l'instrument d'enquête .....	3
c. Lieux, période d'enquête, échantillonnage .....	4
<b>1 Informations générales sur l'échantillon .....</b>	<b>6</b>
Âge .....	6
Situation de famille.....	6
Conditions générales d'habitat .....	7
Perception des personnes enquêtées sur leur sécurité alimentaire et financière.....	9
<b>2 Caractéristiques spécifiques des ex-combattants .....</b>	<b>11</b>
1. Niveau d'implication dans les groupes armés.....	11
2. Variation géographique de l'engagement .....	12
<b>3 Niveau d'éducation.....</b>	<b>13</b>
<b>4 Emploi et niveau de dette .....</b>	<b>14</b>
1. Activité professionnelle.....	14
2. Activités agricoles .....	16
3. Degré de mobilité.....	16
4. Niveau de dette.....	17
<b>5 Expériences liées à la réinsertion .....</b>	<b>19</b>
1. Expériences de retour .....	19
2. Informations et attentes personnelles sur la réinsertion.....	20
3. Bénéfices reçus.....	21
<b>6 Capital social .....</b>	<b>23</b>
1. Capital social psychologique / Soutien moral .....	23
2. Capital social économique .....	23

<b>7 Perception de civils n'ayant pas participé aux combats.....</b>	<b>27</b>
<b>Conclusions .....</b>	<b>29</b>
1. Principaux résultats .....	29
2. Points à suivre .....	30
<b>Références.....</b>	<b>31</b>
<b>Annexe. Statistiques complémentaires d'enquête .....</b>	<b>39</b>

## Liste des tableaux

Tableau 1: Répartition de l'échantillon par localité et district .....	4
Tableau 2: Âge de la personne enquêtée au moment de l'enquête .....	6
Tableau 3: Informations générales sur la composition du ménage .....	7
Tableau 4: Conditions générales d'habitat.....	8
Tableau 5: Sécurité financière et alimentaire du ménage.....	9
Tableau 6: Degré d'implication dans les groupes armés .....	11
Tableau 7: Durée dans le groupe armé par district .....	12
Tableau 8: Niveau d'éducation .....	13
Tableau 9: Trajectoire professionnelle.....	14
Tableau 10: Perception des personnes enquêtées sur les questions relatives à l'emploi .....	15
Tableau 11: Activités agricoles .....	16
Tableau 12: Degré de mobilité des personnes .....	17
Tableau 13: Niveau de dette.....	18
Tableau 14: Expériences de retour.....	19
Tableau 15: Information reçues et attentes personnelles sur la réinsertion .....	20
Tableau 16: Bénéfices reçus liés à la réinsertion .....	21
Tableau 17: Capital social psychologique .....	24
Tableau 18: Perception des associations économiques .....	25
Tableau 19: Nature de l'implication dans les associations économiques .....	26
Tableau 20: Perception sur les ex-combattants.....	27
Tableau 21: Perception de l'évolution de confiance dans la région les deux dernières années .....	28

# Liste des acronymes

AB	Avec bénéfices (communautés où les ex-combattants ont reçu certains bénéfices provenant de programmes de réinsertion)
CFCO	Chemin de Fer Congo Océan
CNR	Conseil National de la Résistance (branche armée jusqu'à 2007) Conseil National des Républicains (parti politique après 2007)
DDR	Désarmement, Démobilisation et Réintégration
EC	Ex-combattant
ECF	Ex-combattant femme
ECH	Ex-combattant homme
ECHp	Ex-combattants vivant avec handicap
ECJ	Ex-combattant jeune
HCREC	Haut Commissariat à la Réinsertion des Ex-Combattants
IDA	International Development Assistance
MAEC	Ménage avec ex-combattant
MDRP	Programme multi pays de démobilisation et réintégration
MSEC	Ménage sans ex-combattant
MUCODEC	Mutuelle Congolaise d'Épargne et de Crédit
PDR	Programme de Démobilisation et Réinsertion
PNDDR	Programme National de Désarmement, Démobilisation et Réintégration
RCERP	Republic of Congo Emergency Reintegration Program
RDC	République Démocratique du Congo
SB	Sans Bénéfices (communautés où les ex-combattants n'ont pas reçu de bénéfice lié à des programmes de réinsertion)
SC	Sans Conflit (communauté n'ayant pas connu de conflit)

# Introduction

La République du Congo a connu trois périodes successives de guerre civile et de violence politique depuis 1993. La région du Pool a été le théâtre principal des violences dans les deux derniers conflits et deux accords de paix ont été négociés spécifiquement pour cette région en 2003 et 2005. Durant cette période, il y a eu plusieurs annonces officielles de fins de conflits et de cessations d'hostilités. Plusieurs approches et programmes sur la réinsertion des ex-combattants ont également été mis en œuvre. Dans ce cadre, la Banque mondiale a fourni une aide à deux reprises afin d'encourager les efforts de paix: en 2004-2005 dans le cadre du Programme de Démobilisation et de Réinsertion (PDR-IDA), et entre 2005 et 2009 dans le cadre du projet MDRP où la Banque a fourni un soutien ciblé à la réintégration de 19.000 ex-combattants auto-démobilisés.<sup>1</sup>

Pendant la période d'exécution du dernier programme, le Pool est resté une région très difficile d'accès. Le personnel du Programme National de Désarmement, de Démobilisation et de Réintégration (PNDDR) a à plusieurs reprises souligné que de nombreuses localités étaient situées en «zone rouge»<sup>2</sup> jusqu'à récemment, et ne pouvaient donc pas bénéficier de l'aide fournie à la réintégration dans le cadre du projet MDRP. Seuls 1.679 ex-combattants ont reçu une aide à la réinsertion dans la région du Pool dans le cadre du MDRP (une partie de la région s'étant retrouvée accessible en 2008), et tous s'étaient auto-démobilisés plusieurs années auparavant.

En raison de la centralité de la région du Pool dans les deux derniers conflits et de la persistance d'une insécurité latente dans certaines parties de la région, une analyse de la situation actuelle est nécessaire pour comprendre la sécurité de l'ensemble de la République

du Congo. L'analyse s'est effectuée en deux temps et a comporté une composante qualitative, évaluant le niveau de réinsertion des ex-combattants dans leurs communautés respectives en vue de formuler des recommandations pour une intervention potentielle, et une composante quantitative qui est l'objet de ce présent rapport.

## 1. Objectif de l'étude

L'objectif de l'étude quantitative est d'apporter un certain volume d'information permettant d'évaluer le degré de réinsertion des ex-combattants dans leurs communautés de résidence respectives. En complément de l'étude qualitative, c'est un véritable outil à la prise de décision en rapport à la question de financer ou non une intervention de suivi dans la région du Pool. De l'étude quantitative, il est ressorti une série de constats, certains déjà établis par l'étude qualitative, d'autres à explorer de manière plus détaillée dans des études de suivi. L'étude a pour objectif de mettre en évidence la complexité de la situation des ex-combattants dans le Pool. De quelle manière font-ils face aux différents défis socio-économiques? Quel est leur degré d'acceptation dans les communautés hôtes? Des éléments de réponses à ces questions - et à bien d'autres - sont mis en valeur dans ce rapport.

La collecte de données sur le terrain et la saisie des données ont été effectuées par des agents contractés

---

1 L'objectif initial était de fournir une assistance à la réintégration de 30.000 ex-combattants comprenant 19.000 auto-démobilisés, 6.000 représentants de la force publique et 5.000 ex-combattants du Pool. Au vu d'une instabilité persistante dans le Pool jusqu'en 2009, l'aide à la réinsertion s'est concentrée sur le support aux combattants auto-démobilisés.

2 Le terme « zone rouge » a été utilisé jusqu'en 2011 pour désigner des zones instables sans accès pour l'aide humanitaire.



par Caritas RDC. L'analyse des données a été confiée à un consultant indépendant.

## 2. Méthodologie et instruments de recherche

### a. Le questionnaire

Un questionnaire a été utilisé comme instrument de collecte pour proposer une analyse quantitative de la situation. Ce questionnaire a été administré quelques semaines avant une autre période de collecte de données, celle-ci proposant cette fois-ci un éclairage plus qualitatif sur la question des ex-combattants du Pool. L'analyse quantitative du questionnaire a pu soutenir certaines conclusions déjà avancées dans le rapport qualitatif et a permis de mettre en avant d'autres points particulièrement intéressants.

L'avantage principal d'avoir administré un questionnaire à des personnes ayant été impliquées dans des groupes armés et à des personnes qui ne se sont jamais engagées dans de tels groupes est qu'il propose un élément de comparaison entre la situation socio-économique des ex-combattants et des autres membres des communautés. Un autre avantage est que cet outil a permis de collecter un grand nombre de données en couvrant une zone géographique large : plus de 2.000 personnes ont accepté de répondre au questionnaire, ce qui constitue une base de données pertinente et unique et permet d'apporter un éclairage informé sur la situation des ex-combattants du Pool et sur la manière dont ils sont perçus par les communautés dans lesquelles ils résident.

Deux questionnaires ont de fait été administrés : un pour les ex-combattants (20 pages et 194 questions principales, complétées éventuellement par des sous questions souvent ouvertes), un autre pour les communautés (12 pages). Le questionnaire destiné aux ex-combattants s'est articulé autour de questions relatives à l'identité de l'ex-combattant, ses caractéristiques socio-démographiques, ses relations avec la famille, ses trajectoires éducatives et professionnelles (avant guerre et après démobilisation), ses conditions de vie, sa sécurité alimentaire, son niveau d'endettement, son expérience sur la réinsertion, son expérience éventuelle dans des activités économiques de groupe, et son capital social. Le questionnaire destiné aux autres membres de la communauté reprenait pratiquement les mêmes rubriques, la différence entre les deux ques-

tionnaires résidant essentiellement dans le niveau de détail recherché.

Vu le niveau d'alphabétisation des personnes enquêtées, l'administration du questionnaire sur le terrain s'est faite sous forme de conversation, l'enquêteur posant les questions, les adaptant si nécessaire, et codant lui-même le questionnaire.

### b. Limitations de l'instrument d'enquête

Les deux questionnaires utilisés (ex-combattants et communautés) étaient longs et certaines questions auraient pu être mieux adaptées au contexte local. Ensemble, les deux questionnaires comprenaient 167 questions ouvertes (84 pour les ex-combattants et 83 pour les membres des communautés) et ont entraîné 50.400 réponses des ex-combattants et 116.200 réponses des membres des communautés (Caritas, 2011). Le traitement des données a donc été fastidieux et certaines erreurs sont probables dans le codage.

La longueur du questionnaire n'a pu faire éviter la pratique de l'autocodage. Les enquêteurs interrogés lors d'une séance de travail de restitution ont reconnu y avoir eu recours, au vu du caractère répétitif du questionnaire, et au vu de l'inapplicabilité de plusieurs questions au contexte congolais.

Les questions sur l'emploi en général n'ont pas suffisamment pris en compte le côté informel des activités, ni leur côté saisonnier, souvent lié au calendrier agricole. Le fait que les personnes enquêtées exercent souvent plusieurs activités génératrices de revenus en même temps est difficile à capturer par une étude quantitative qui tend à masquer les différentes dynamiques liées à l'emploi en voulant proposer une image fixe à un instant donné.

Certaines questions relatives à la vie du ménage (les prises de décision au sein de la famille, les conflits, etc.), posées directement à la personne enquêtée, ont pu engendrer une certaine réticence à répondre. Ainsi, la qualité des réponses en est peut être affectée.

Les questions portant sur des motifs, ou des postes de dépenses les plus courantes, sont traitées dans ce rapport de manière qualitative. Il est difficile en effet d'avancer comme hypothèse qu'un motif ou une raison ait pesé plus lourd qu'un autre dans la mise en œuvre d'une action (au vu de la complexité des raisonnements individuels et de l'influence des facteurs

circonstanciels et émotionnel à pousser quelqu'un à l'action). Il est donc certainement plus probable que ce soit un ensemble de raisons (et non pas une raison principale) qui ait poussé la personne enquêtée à agir ainsi. Les motifs et postes de dépenses ne sont par conséquent pas hiérarchisés dans cette analyse.

Certaines erreurs de saisie des données ont été directement corrigées dans la base de données lors de vérifications aléatoires, mais d'autres sont sûrement restées inaperçues. De nombreuses données manquantes ont rendu les efforts d'analyse parfois laborieux. Les données les plus solides sont rappelées sous formes de tableaux et interprétées dans le corps de ce rapport. Les autres données ont été mises en annexe.

### c. Lieux, période d'enquête, échantillonnage

L'enquête a démarré le jeudi 17 mars 2011 par la cité de Kinkala et les districts de Boko et Louingui pour se terminer le 2 avril suivant par les districts de Kindamba, Vinza et Loulombo.

L'étude a été accréditée par les différentes autorités administratives et coutumières, et les autorisations in-

formelles nécessaires ont été obtenues au niveau du Conseil National des Républicains (CNR).

Les termes de référence pour l'étude quantitative souhaitaient que l'échantillon soit composé d'ex-combattants ayant reçu certains bénéfices liés à la réinsertion (notamment par le biais du PNDDR dans le cadre du projet financé par le MDRP<sup>3</sup>), d'ex-combattants n'ayant reçu aucun bénéfices, de ménages avec ex-combattants, de ménages sans ex-combattants, et de membres de communautés résidant dans des lieux non affectés par le conflit. La notion de 'communautés sans conflit' a été systématiquement contestée sur le terrain, les interlocuteurs institutionnels s'accordant à

3 Dans la région du Pool, le PNDDR n'a pas pu mettre en œuvre un programme de réinsertion à grande échelle comme il l'a fait dans les autres districts, pour raison d'insécurité pendant la mise en œuvre du programme. Par contre, le programme a quand même pu assister 1.679 personnes auto-démobilisées, qui se sont réparties comme suit: 44% dans la région de Ngoma Tsé Tsé (736 en terme d'effectifs); 18% dans le district de Kinkala (303); 13% dans le district d'Ignié (212); 7% dans le district de Ngabé (113); 6% dans le district de Loumo (102); 6% dans le district de Boko (98); 5% dans le district de Louingui (81); 2% dans le district de Mbanza Ndounga (34). À cause de l'insécurité latente lors de la mise en œuvre du projet, le PNDDR n'a pas pu intervenir dans les districts de Mindouli, Kindamba, Mayama, et Vinza.

Tableau 1: Répartition de l'échantillon par localité et district

	EC hommes	EC femmes	EC jeunes	EC handicapés	Ménages avec EC	Ménages sans EC	Totaux
Kinkala	61	10	31	7	116	108	333
Ngoma Tsé Tsé	75	8	22	2	36	166	309
Louingui / Boko	38	5	5	2	33	61	144
Zone de Soumona / Voula /Nguela (district de Kinkala)	18	7	18	-	3	49	95
Missafou / Mindouli / Louila / Kinkembo (district de Mindouli)	91	7	42	9	126	126	401
Loulombo	34	6	14	-	49	64	167
Vinza	36	1	13	-	47	55	152
Kindamba	31	7	17	1	51	71	178
Ignié	46	-	5	-	35	59	145
Ngabé	-	-	-	-	-	201	201
<b>Total</b>	<b>430</b>	<b>51</b>	<b>167</b>	<b>21</b>	<b>496</b>	<b>960</b>	<b>2125</b>

Source: Caritas, 2011

dire que l'ensemble des districts du Pool avaient été affectés par les violences. Les districts de Ngabé et d'Ignié semblent avoir été moins touchés par le conflit (même si les civils avaient aussi été armés pour se protéger des attaques venant des districts voisins) ont dès lors été inclus dans l'enquête. Une manière de mitiger ces différences d'interprétation auraient été de définir précisément, pour le champ de l'enquête, la période sous-entendue de 'conflit'. L'étude qualitative a en effet montré la grande diversité des situations d'un district à un autre.

En terme de couverture géographique, l'équipe en charge de la collecte des données a fait de son mieux pour visiter la plupart des districts du Pool, en incluant ceux de Mindouli, Kindamba, Vinza et Mayama, et les localités du district de Kinkala non servies par le récent programme de réinsertion du PNDDR (pour des raisons d'insécurité).

Du fait de la mobilité des recrues démobilisées (certaines personnes résidant dans une localité mais ayant néanmoins voyagé vers une autre localité où un programme de réinsertion était présent pour se faire enregistrer) et du fait du programme récent de rachat

des armes du gouvernement, il est difficile de clairement distinguer entre 'communautés ayant reçu certains bénéfices liés à la réinsertion' et 'communautés n'ayant reçu aucun bénéfice'. Le critère 'avec' ou 'sans' bénéfice est avant tout un critère individuel, et ne peut s'appliquer à l'ensemble des résidents d'une localité.

Les termes de référence prévoyaient d'interroger 600 ex-combattants, 600 personnes civiles, membres de ménages incluant au moins un ex-combattant, et 800 personnes civiles membres de ménages sans ex-combattants. La répartition des personnes enquêtées est reprise ci-dessous par localité et district. Au total, ce sont 569 ex-combattants qui ont été interrogés (430 hommes, 51 femmes, 167 jeunes moins de 18 ans, et 21 personnes handicapées), 496 personnes civiles membres de ménages incluant un ex-combattant, et 948 personnes civiles membres de ménages sans ex-combattants.

D'après les chiffres d'enquête, 319 ex-combattants (soit 56% de l'échantillon) avaient reçu des bénéfices liés à la réinsertion, ainsi que 219 personnes civiles membres de ménages incluant un ex-combattant (soit 44% de l'échantillon MAEC).